

« L'OR VERT » ET LE RÊVE CALIFORNIEN

ENTRETIEN CROISÉ

Du diesel d'algues et de l'essence de paille, des bolides automobiles entièrement électriques, un couloir de 2500 km d'éoliennes de dernière génération, des maisons qui produisent plus d'énergie qu'elles n'en consomment... Malgré ses allures de roman d'anticipation, « *Les pionniers de l'or vert* » (Grasset, 2009) est le récit actuel de la dernière aventure technologique dans laquelle s'est lancée la Silicon Valley, nouveau laboratoire mondial de l'économie verte. Entre savants-fou et « Golden Boys » rêveurs, *Les pionniers de l'or vert* se proposent de redéfinir la carte énergétique de la planète et de faire face au changement climatique par l'innovation verte.

Dominique Nora, journaliste au Nouvel Observateur, et **Laurence Rossignol**, secrétaire nationale du Parti socialiste chargée de l'environnement, débattent des possibilités ouvertes par cette révolution verte, de ses limites et de la situation de l'innovation en France.

L'ouvrage « *Les pionniers de l'or vert* » présente les nouvelles avancées de la Silicon Valley dans les technologies vertes et l'optimisme de leurs inventeurs quant à leur possibilité de faire face à l'urgence environnementale. Peut-on résoudre l'équation climatique par l'innovation technologique ?



Dominique Nora : Dans « *Les pionniers de l'or vert* », j'ai en effet voulu rendre compte de cet accent que la Californie a mis sur l'innovation technologique et de l'engouement qui existe là-bas autour de ce qu'ils appellent les « *cleantech* » ou « *greentech* ». Après, il est important de souligner que cela ne signifie pas que la technologie pourra sauver la planète à elle seule. Il n'y a évidemment pas de solution miracle mais plus certainement un ensemble de solutions dont l'innovation technologique fait évidemment partie. Néanmoins, avant même de parler de « *cleantech* » ou de capitalisme vert, nous devons nous pencher sur la question des économies d'énergie, sur laquelle il nous reste un important chemin à parcourir. C'est sans doute moins excitant, moins novateur, mais il est aujourd'hui primordial de réfléchir à nos modes de production et de consommation. En d'autres termes, il faut revisiter notre économie de la consommation et du marché de masse à la lumière des nouvelles contraintes, et en particulier la raréfaction des ressources naturelles.



Laurence Rossignol : On est sans doute face à une nouvelle révolution industrielle et technologique, probablement à la hauteur de celle des technologies de l'information et de la communication. Cela dit, il est évident que le défi climatique ne peut avoir de solution unique. Les innovations présentées dans les « pionniers de l'or vert » feront potentiellement partie des solutions

EDITO



« Le futur est déjà là mais il est très inégalement réparti » aimait à dire l'auteur de

fiction américain, William Gibson. En tout cas, certains, en Californie, dans les pays nordiques, dans des contextes politiques et sociaux très différents, dessinent l'avenir économique, post-carbone, plus doux aux personnes et à la planète. À l'inverse, notre pays accumule les retards et doit se contenter des incantations gouvernementales et des effets de manche pour colloques nationaux et sommets internationaux. Dans l'un d'entre eux, le président d' « EDF nouvelles énergies », Paris Moratoglou, avouait, désolé : « je dois importer l'essentiel des composants industriels destinés à la production d'énergie propre ». En se basant sur l'expérience californienne, Dominique Nora montre que le succès est dans l'innovation et l'entreprenariat mais implique les consommateurs- citoyens, les acteurs publics. Il suppose également de produire autrement : l'innovation est partagée, collaborative, participative. Les dynamiques technologiques sont aussi politiques. S'engager résolument dans l'innovation ouverte, repenser le rapport à la consommation, réinventer la production : cela s'appelle changer de système, non ?

Denis Tersen, membre de l'équipe d'animation du Laboratoire des idées

mais LA technologie ne résoudra pas tout à elle seule. D'abord parce qu'il n'y a pas une technologie mais des technologies et ensuite parce que, comme le fait remarquer Dominique Nora, il est essentiel d'allier technologie et sobriété.

C'est là un enjeu éminemment politique : il y a et il y aura une tentation de se reposer sur les technologies pour secourir la dé-carbonisation de l'économie. Mais il ne s'agit pas seulement de changer l'énergie dans le moteur ! Si on ne combine pas sobriété et technologie, on restera dans le « *business as usual* ».

Essentielle mais pas suffisante : quel peut alors être le rôle de l'innovation technologique dans ce processus de changement global ?



D. N. : Au cours de mon enquête, j'ai été particulièrement intéressée par le concept, totalement absent en France, de la « disruption ». La disruption, c'est cette idée d'inventer une nouvelle technologie non pas pour la beauté du geste mais pour faire basculer des pans entiers de l'économie.

C'est un processus de rupture, dans lequel les start-ups et les « pionniers » jouent le rôle déterminant de catalyseur pour des industries entières. De grandes multinationales, qui avaient délaissé la recherche et l'innovation, sont subitement contraintes au changement. L'émergence de Tesla Motors, qui fabrique des bolides 100% électriques, a par exemple poussé General Motors à accélérer son programme électrique de Chevrolet Volt de deux ans. Les dirigeants de General Motors ne s'en cachent d'ailleurs absolument pas, affirmant ne pas vouloir laisser la Silicon Valley devenir le Détroit de la voiture électrique. De la même manière, il est clair que le programme électrique de Renault n'aurait pas avancé aussi rapidement sans *Better Place*.

Les start-up ont donc d'abord un rôle de catalyseur et de pionnières, entraînant derrière elles les grands acteurs des différents secteurs de l'économie, de l'automobile à la pétrochimie. Ensuite, des technologies comme l'éolien ou le solaire peuvent devenir très vite compétitives pour peu que l'on donne un prix au carbone. Il ne s'agit pas de subvention, mais seulement de prendre en compte la rareté des énergies fossiles. Or toutes ces innovations, de la voiture électrique aux biocarburants deuxième génération, peuvent ainsi aider à repenser l'ensemble du modèle, en se présentant en alternatives aussi au niveau économique. On ne pourra pas se contenter d'installer des éoliennes et des panneaux solaires et ensuite continuer comme avant. Au fond, les pionniers se proposent de nous fournir les technologies permettant d'effectuer le basculement vers un autre modèle de développement.



L. R. : Les pionniers ne sont pas des leaders politiques, leur rôle n'est évidemment pas de repenser notre système économique. Leur ambition est d'enclencher un processus. Quand on commence à repenser la production énergétique, on ouvre des portes vers d'autres aspects des questions environnementales. L'exemple automobile nous montre d'ailleurs bien comme une réflexion en article une autre : le développement de prototypes électriques nous entraîne rapidement vers la remise en question de la voiture comme bien de propriété et vers sa possible redéfinition comme bien d'usage. De la même façon, la question de la biodiversité s'inscrit dans la suite logique des réflexions sur l'énergie et le climat.



D. N. : Au fond, quand on commence à « penser vert », la réflexion sur la manière dont on vit suit inévitablement. Dans mon livre, je cite les cas extrêmes des « carborexiques », militants et

REVUE DE WEB

Spécialisation industrielle datée, soutien des pouvoirs publics insuffisant, capital-investissement frileux : **la France est en retard sur les cleantech**

Ce que l'écologie change à la politique, **notes introductives**

« *Carborexiques* » aux Etats-Unis, « *décroissants* » en France : **un débat de la Revue des Livres et des Idées** autour du concept de décroissance.

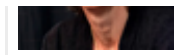
Une remise en question du capitalisme vert et une mise en perspective critique de l'ouvrage de Dominique Nora dans **Mouvements**

« **Vivre écolo n'est pas réservé aux riches** » : un article du Guardian sur Sanford, la première coopérative de logements en Grande-Bretagne

L'engagement écologique de photographes, de Hans Silvester à **Mathias Braschler et Monika Fischer**

LA QUINZAINE DU LAB : UN APERÇU

- Le comité scientifique du forum « **ville du 21ème siècle** » débat sur la participation urbaine et la démocratie en ville
- Lancement de l'atelier de réflexion « **ville solidaire** » et réunion de l'atelier « **ville habitée** »
- Le groupe « **éducation - savoirs et émancipation** » débat autour de la 1ère mouture du rapport d'étape
- Le groupe « **grande pauvreté et droits fondamentaux** » auditionne des associations de terrain : Espace d'insertion Césame, action sociale jeunes



radicaux, mais je crois qu'à partir du moment où l'on commence à utiliser ces technologies pour réduire son empreinte carbone, un processus évolutif s'amorce. On ne passera pas du jour au lendemain d'un modèle de surconsommation à un capitalisme frugal mais le processus est amorcé. C'est le début d'une prise de conscience.

Dans l'écosystème de la Silicon Valley, les impulsions politiques de l'Etat californien sont souvent décisives pour l'innovation technologique. Dans des contextes européens et notamment français largement différents, quel rôle imaginer pour la politique ?



D. N. : Un des facteurs explicatifs du retard français en matière d'innovation verte est la place du nucléaire dans notre pays. Cela a complètement gelé toute réflexion sur la production énergétique en France. C'est ce que j'appelle le « syndrome Minitel » : de la même manière qu'on a pu se demander pourquoi parier sur Internet alors qu'on avait déjà le Minitel, on s'interroge aujourd'hui sur l'utilité de développer l'éolien ou le solaire quand on possède la technologie nucléaire.

On a ainsi pris un retard considérable par rapport à l'Allemagne et à d'autres pays européens comme le Danemark par exemple, un des champions de l'éolien. Et puis, de manière générale, la réflexion sur les manières de faire émerger des filières cleantech dans nos secteurs forts - traitement des déchets ou de l'eau - est encore insuffisante en France.



L. R. : Il est en effet impératif de mener une réflexion sur la politique industrielle que l'on veut pour la France et pour l'Europe. L'Europe est aujourd'hui un espace économique et humain dans lequel il n'existe aucune politique industrielle. L'exemple américain est certes un peu troublant puisqu'il nous prouve que l'on peut faire des choses sans avoir de véritable politique industrielle mais dans le cas européen nous avons besoin d'une politique de soutien et d'une politique volontariste.

Au niveau français, je crois que l'on est effectivement handicapés par le nucléaire et par des pouvoirs politiques impotents et passifs. Sur ce point, l'exemple de l'éolien est particulièrement représentatif. En France, c'est un secteur assez fragile et comme il n'y a pas de tissu économique industriel fort et motivé, le moindre souffle contraire remet tout en question. Or, regardez ce qui s'est passé avec la loi Grenelle II. Les députés UMP qui ont géré ce dossier ont créé tellement de verrous et de contraires que l'élan qu'avait enfin trouvé l'éolien a été totalement brisé. Aujourd'hui, on est pratiquement à l'arrêt. Ainsi, à Blanquefort, près de Bordeaux, devait s'installer un constructeur de pales d'éoliennes. Mais quand le rapport Ollier, traduit en amendement dans la loi Grenelle II, est sorti, que s'est dit le constructeur ? Tout simplement qu'il allait fabriquer des pales en France pour ensuite les transporter dans les pays scandinaves où effectivement existe une politique forte en faveur de l'éolien. Le constructeur s'est alors vite retiré, preuve qu'en France le moindre désengagement du politique peut avoir un effet terriblement négatif.



D. N. : Les industriels ont besoin de ce temps long, il faut leur apporter des certitudes sur une politique de valorisation de longue durée de telle ou telle forme d'énergie. Sinon, ils n'investiront pas. Actuellement, les champions de l'éolien sont les Danois car la politique nationale est très favorable. Cela va au-delà des subventions : la volonté politique est fondamentale pour créer un environnement économique favorable et durable.



L. R. : C'est au politique de soutenir, mais c'est aussi

de la ville de Nanterre, associations Imanis, Cher Accueil, les Villageoises...

- Les animateurs du groupe « **l'avenir des relations franco-allemandes** » auditionnent Paola Veroni (économiste, OFCE)
- Le groupe « **éducation et territoires** » débat autour de la 1ère mouture du rapport d'étape ;
- Le groupe « **pour une nouvelle politique de santé mentale** » finalise son rapport d'étape
- Le groupe « **réforme de l'Etat** » fait une ultime audition sur la géographie de l'Etat, avant son une soirée de travail pour finaliser son rapport d'étape
- Première réunion du groupe « **filiales du futur, avenir des filières** », qui travaillera sur les transformations à conduire de notre appareil productif
- Séance de finalisation d'une note d'étape pour le groupe « **nouvelles familles** »





au politique d'impulser et de guider. C'est au politique de dire le monde qu'il veut. D'autant plus que dans nos sociétés, les gens attendent du politique qu'il les libère de cette contradiction entre d'un côté leur sensibilité environnementale et de l'autre leur addiction et leur plaisir au mode de vie qui est le leur. Il s'agit alors de mettre les gens en situation de choix car on ne pourra pas tout avoir. Qui choisit et à quoi renonce-t-on ? Selon quels critères et dans quels buts ? Voici les questions de demain.

Propos recueillis par Pierre Boisson



**Partager sur
twitter**



**Partager sur
facebook**



**Le lab sur
la coopol**

[Le site du Laboratoire des idées](#) - [Nous contacter](#)

Le laboratoire des Idées - Parti Socialiste